

Maître d'ouvrage

Ministère de la Transition Écologique



AUTOROUTES D'ILE-DE-FRANCE

POSTE D'APPEL D'URGENCE

Dossier de Consultation des Entreprises

Travaux pour la rénovation du réseau d'Appel d'Urgence des tunnels en Ile-de-France

BORDEREAU A CCAP ANNEXES

Annexe A.2.1 : Plan Général de Coordination (P.G.C.)

Conducteur d'opération

**Direction régionale et interdépartementale de l'environnement,
de l'aménagement et des transports d'Île-de-France**

Service Trafic Tunnels

**Département d'Ingénierie et de Modernisation des Equipements et des Tunnels
15-17 rue Olof Palme
94046 CRÉTEIL CEDEX**

Pièce numéro
A.2.1

Référence

Mis à jour

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

MODERNISATION DU RESEAU D'APPEL URGENCE

Catégorie opération 2

79b avenue du Maréchal De Lattre de Tassigny
94002 CRETEIL

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	06/09/2024	Plan Général de coordination
2	23/09/2024	

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	9
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	10
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	11
2.1 PLANNING	11
2.2 NATURE DE SOL.....	11
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	11
2.4 AMIANTE.....	11
2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	12
2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	13
2.7 DIVERS.....	13
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	14
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	14
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	15
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	15
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	15
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	16
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	16
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	17
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	17
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	18
3.5.1 Présence d'amiante	18

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)	18
3.5.3 Travaux divers	18
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES	19
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	19
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	19
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ	20
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	21
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	22
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	23
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	23
5.2 CANTONNEMENTS	23
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	24
5.3.1 Mise en place bungalows	24
5.3.2 Cantonnement à étages.	24
5.3.3 Installation électrique	24
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	25
6.1 ORGANISATION	25
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	25
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	26
6.2.2 Interdiction de fumer	26
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	27
7.1 PPSPS	27
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	27
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	27
8 Annexes	28
Panneau : En cas d'accident	28

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

MODERNISATION DU RESEAU D'APPEL URGENCE

79b avenue du Maréchal De Lattre de Tassigny
94002 CRETEIL



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Les travaux du présent marché consiste à moderniser des Postes d'Appels d'Urgence (PAU) rattachés à des tunnels franciliens dont 14 situés dans les départements suivants:

- Val de Marne (94)
- Hauts de Seine (92)
- Yvelines (78)
- Seine- Saint Denis (93)

Les tunnels concernés par les travaux sont les suivants:

- La Défense
- Nanterre centre
- Echangeur A14-86
- Belle- Rive

- Sévines
- Antony
- Fresnes
- Bicêtre
- Guy Moquet
- Moulin
- Champigny

Il s'agit de moderniser des dispositifs existants installés majoritairement dans des niches de sécurité à l'intérieur de tunnels ou plus rarement à l'extérieur.

Les PAU existants seront démontés et remplacés par du nouveau matériels, après une phase préalable de modification de câbles vers des armoires électriques installés majoritairement dans les issues de secours accessibles y compris de jour.

Les cheminements de câbles seront situés sous plafond.

Ces travaux concernent:

- La réalisation des audits de l'existant et de piquetages sur site
- Identification et présentation des équipements existants associés au RAU devant être déposés
- La dépose des équipements/câbles non conservés et mise en décharge
- La fourniture, montage, transport et installation sur site des matériels/équipements
- La mise en oeuvre d'infrastructure de cheminement de câbles en tunnel et ou utilisation

d'infrastructure existante

- La mise en oeuvre des portes et/ou corps de PAU sérigraphié en tunnel ou têtes de tunnels
- Les raccordements électriques et réseau d'équipements (PAU IP, équipements de transmission...)
- Les aménagements d'armoires et d'alimentation existantes nécessaires à la mise en œuvre des nouveaux équipements du RAU tunnel (tête de câble, équipement de réseau, disjoncteurs, borniers, repérages, jarretières ...),
 - Travaux tous corps d'états nécessaires à la mise en œuvre des nouveaux équipements (percements nécessaires à la mise en œuvre, rebouchage coupe-feu après passages de câbles notamment au niveau des issues de secours ...),
 - Nettoyage systématique de toutes les zones de travail après interventions même ponctuelles. Mise en décharge des excédents de matériels, chutes de câbles ou de CDC, emballages, produits
 - Réaliser les mises en service des « PAU tunnel » en respectant les stratégies de déploiement et process d'intégration

Les travaux seront réalisés de nuit et sous fermeture du tunnel où ont lieu les interventions.

Toutefois, certains tunnels pourront être fermés simultanément, afin de mutualiser les tâches de l'entreprise titulaire du marché.

Si tel est le cas, il serait envisagé d'organiser un planning de fermeture en prenant en compte les critères géographiques, d'exploitation des tunnels et des priorités techniques du marché.

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	CENTRE DE GESTION FINANCIERE . 35000 RENNES	
Maître d'Oeuvre	SETEC ITS immeuble central seine 42-52 quai de la rapée CS71230 75583 PARIS CEDEX 12	
Maître d'Oeuvre	ARTELIA	

	47, avenue de Lugo 94600 Choisy-le-Roi	
Inspection du travail	INSPECTION DU TRAVAIL 11 Boulevard des Bouvets 92100 Nanterre	TEL : 01 47 86 40 00 FAX : 01 47 86 40 40
OPPBTP	OPPBTP 1 rue Heyrault 92660 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex	TEL : 01 70 95 56 99
CARSAT	CRAMIF 105 rue des Trois Fontanot 92022 Nanterre	TEL : 01 47 21 76 63 FAX : 01 46 95 01 94
Autres	DiRIF Service du Trafic et des Tunnels 79 bis, avenue du Maréchal De Lattre de Tassigny 94002 CRETEIL	

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 48 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de -1.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lot unique

Mode de passation des marchés : Privé

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Préalablement à l'ouverture du chantier, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux dans les tunnels est tenu de se mettre en contact avec l'exploitant des tunnels. Elle devra communiquer à l'exploitant le nom du responsable qui sera joignable de jour comme de nuit pendant toute la durée du chantier, et sera par là même habilité par l'exploitant pour accéder dans les zones d'exploitation du tunnels.

L'entreprise en accord avec le MOE/MOA et l'exploitant prendra en compte notamment :

- les horaires et les périodes de travail ;
- les conditions des entrées et des sorties des zones de chantier ;
- la maintenance du balisage pendant la durée des travaux;
- le plan d'alerte en cas d'incident/accident ;
- l'utilisation des accès de service s'il y a lieu ;
- la circulation des véhicules avec avertisseur lumineux ;
- Qu'elle peut recevoir tout ordre relatif à l'exécution des travaux et à la sécurité du chantier de

l'exploitant du tunnel.

- La demande des autorisations spéciales de l'exploitant si ce dernier en juge la nécessité.
- les consignes particulières visées par l'exploitant.

L'entreprise titulaire du marché devra transmettre un planning avec phasage et une méthodologie détaillée des travaux sur l'ensemble des tunnels.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

2.4 AMIANTE

Rapports Non remis à la rédaction du présent PGC.

Le MOA devra réaliser un diagnostic amiante avant travaux, notamment sous plafond des tunnels avant dépose ou pose de chemins de câbles.

Les rapports amiante existants et ceux qui seront réalisés avant l'exécution des travaux seront transmis avant la phase d'exécution des travaux.

Ces rapports amiante seront transmis aux entreprises par le maître d'ouvrage.

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

CAS 1: présence d'amiante:

Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés. - Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux). - Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante)

- Formation des salariés.
- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

CAS 2: Pas de présence d'amiante

Les travaux seront réalisés sans prise en compte du risque amiante.

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
- Localisation :
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

Lots concernés

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
- Localisation :
- Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

2.5 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Doit comporter : - les cantonnements ; - les aires de stockage; - les points d'alimentation électrique ; - l'accès à chaque tunnel ; - les zone chargement et déchargement; - PIC pour chaque tunnel	- A diffuser à chaque intervenant.- Les implantations seront validées par l'exploitant des tunnels	MOE/Lot titulaire	MOE/Lot titulaire
Clôture	- Préciser la nature du balisage - Dispositif de signalétique visuel	Zone d'intervention et zone de stockage dans le tunnel	MOE/Lot titulaire	MOE/Lot titulaire
Signalisation	- Panneau Chantier - Dispositif de sécurité lumineux	Sur les accès communes et entrée du chantier	Le lot titulaire	Le lot titulaire

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes.

2.6 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Le plan de Vigipirate reste d'actualité.

Les consignes de sécurisés définies par l'exploitant pour accéder dans les tunnels seront appliquées par l'entreprise ou les entreprises intervenant dans le cadre du présent marché.

L'accès au tunnel se fera sous condition de fermeture celui-ci et aux heures définies lors de la réunion préparatoire de démarrage de chantier.

Le port du badge de l'entreprise et la présentation du personnel au gestionnaire du tunnel sont obligatoires avant chaque intervention.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	- Accès du tunnel à préciser suivant le sens d'entrée et de sortie	- MOE/exploitant/entreprise	Entreprise titulaire du marché
Accès secondaire	- A préciser si mise en oeuvre	- MOE/exploitant/entreprise	Entreprise titulaire du marché
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	La carte BTP est obligatoire pour chaque salarié intervenant sur le chantier.	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Liste du personnel	- La liste du personnel doit figurer sur le PPSPS de chaque entreprise.- Le PPSPS doit être maintenu à disposition sur site.	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.7 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Conditions générales d'exécution

L'exécution des travaux du présent marché se déroule soit dans les tunnels soit dans les locaux de DiRIF avec des conditions de circulations différentes.

Dans les tunnels, les déplacements se feront en véhicules et à pied pour des petits déplacements.

Dans les locaux, les déplacements se feront exclusivement à pied.

Intervention dans les tunnels: Les obligations et procédures liées au travail sous circulation et au balisage devront être définies dans les PPSPS et appliquées par les entreprises.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Définir le lieu de rassemblement (en concertation avec le MOE/exploitant) avant entrée dans le tunnel	Lieu à localiser dans les PPSPS (adresse exacte)	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché
Aire de livraison	Aire d'approvisionnement	Selon le PIC de chaque tunnel	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché
Aire de stationnement	Tous véhicules	Selon le PIC de chaque tunnel	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché
Signalisation	Établir une signalisation réglementaire efficace comportant les indications d'usage, à proximité et à l'intérieur du tunnel	A l'entrée du chantier Dans la zone de circulation	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché
Homme de manœuvre	Guide la manœuvre des véhicules à l'intérieur du chantier ou dans la zone de stationnement	A définir selon le PIC	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché
Nettoyage avant sortie	Déchets	La zone de travaux	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement	Définir si mise en place d'une installation à l'intérieur ou l'extérieur du tunnel	Selon le PIC	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché
Protection accès chantier	Fermeture du tunnel travaux de nuit. Les travaux de jour pour les zones extérieures (ex: intervention dans les armoires PST) mise en place de la signalétique et balisage obligatoire	Selon le PIC	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché
Cheminement sur chantier	Port d'un vêtement de signalisation à haute visibilité conforme à la norme EN 471, de classe 2 ou 3 est obligatoire.	Toute zone de chantier	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché
Signalisation	Panneau de chantier pour la présence des travaux Panneaux de signalisation Signalisation lumineux	Lieu d'intervention Chemins de la gare	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Transpalette/chariot	Chariot : Zone de livraison	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	
Autres moyens	A préciser dans le PPSPS	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

Sans objet

Grue automotrice

Sans objet

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).
La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Sans objet.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Sans objet.

Lot chargé de l'entretien

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Pour rappel, l'entreprise titulaire du marché devra élaborer son Schéma d'Organisation du Suivi et de l'Evacuation des Déchets (SOGED).

Les déchets induits par le chantier qui ne pourront pas être réutilisés sur le chantier avec l'accord du MOE devront être évacués.

L'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour leur évacuation et leur mise en décharge.

L'ensemble des déchets de chaque entreprise sera évacuer le jour même avant la réouverture du/des tunnel (s) L'Entreprise titulaire devra la tenue en état de parfaite propreté des zones des travaux : Emprises, voies de circulation véhicules et piétons, accès et sortie de véhicules, zones de stockages, zones tri sélectif. Le nettoyage de pré-réception, pour libéralisation des zones.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Dans les tunnels Les zones extérieures Dans les locaux de la DiRIF	Quotidienne	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché
Bac	Selon le PIC	Dès que nécessaire.	Entreprise titulaire du marché Suivant tri des déchets (3E, etc..)	Entreprise titulaire du marché Suivant tri des déchets (3E, etc..)

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

L'entreprise titulaire à sa charge le nettoyage de toutes les zones du chantier jusqu'à la réception des ouvrages.

Si cela s'avère nécessaire, il sera fait appel à une société de nettoyage pour assurer le nettoyage quotidien complet (du chantier, de ses abords), et ce pendant toute sa durée.

Les frais correspondants étant à la charge de l'entreprise responsable de ces déchets et, dans le cas où il serait impossible déterminer la responsabilité d'un corps d'état, ces frais seront imputés au compte prorata.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Présence d'amiante

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

Lots concernés

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

3.5.2 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.3 Travaux divers

Sans objet.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Dans le tunnel Dans les locaux du DiRIF	Entreprise titulaire du marché	Ventilation dans le tunnel Mise à disposition des extincteurs Permis de feu Port des EPI Arrêt du poste à point chaud au moins 1h avant le départ du chantier	Appliquer les procédures de gestion de risque incendie définies par la DiRIF

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Protection collective de type organisationnelle

Intervention de nuit et fermeture du tunnel:

Les travaux seront réalisés de nuit, aux heures définies par l'exploitant et le(s) tunnel(s) sera/ seront fermé(s)

Mise en place de la signalétique et balisage des zones

Travaux électriques sous consignation:

Les procédures de consignation seront établies par l'entité en charge des consignations (entreprise ou DIRIF)

Travaux en hauteur:

Mise en place de moyens communs (ex nacelle pour la pose de cheminement de câbles sous plafond)

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

L'entreprise titulaire du marché dans le cadre ses travaux et pour ses sous traitants éventuels mettra en place un moyen d'accès en hauteur commun.

L'utilisation de nacelle ou tout autre dispositif d'accès en hauteur conforme sera obligatoire pour poser le cheminement des câbles.

Une convention de prêt sera établie entre le titulaire du marché et ses sous traitants éventuels.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage intérieur	Dans la zone d'intervention	Suivant besoin	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Eclairage circulation horizontale	Eclairage existant des tunnels		existant	existant

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Eclairage de secours	Eclairage existant des tunnels		existant	existant
Eclairage poste de travail	Chaque poste de travail (éclairage d'appoint)	Toute tâche	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulations du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Le planning prévu par le maître d'œuvre, en concertation avec les entreprises, est établi de manière à EVITER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

- Travaux superposés.

D'une manière générale, des dispositions sont prises pour éviter tous travaux superposés.

- Protection liée à la superposition des tâches dans une même zone

Quelle qu'en soit l'origine, le titulaire met en place les mesures de protections nécessaires et en assure l'entretien et le démontage. Protection liée à la superposition de tâches de plusieurs lots Si l'origine vient de la configuration des locaux ou de la nature des prestations, les entreprises réalisant les travaux le plus en hauteur mettent en place les protections nécessaires. Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard met en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots. Dans les deux cas, la fourniture, la mise en oeuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage des dispositifs de protection sont à la charge du lot utilisateur.

- Co-activité - Simultanéité

Le Maître d'oeuvre prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les interventions simultanées susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou d'étendre des risques encourus à d'autres salariés et pour prévenir les risques de projection de matériaux ou substances. Ceci concerne les travaux de soudure, meulage, démolition, travaux bruyants, Un décalage de travaux est en conséquence prévu de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne concernée. La planification du chantier doit gérer à l'avancement ce type de problème.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux d'ordre ou à proximité de l'électricité	Entreprise titulaire du marché	Pendant toute la durée des travaux	Consignation électrique des installations concernées	Entreprise titulaire

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	Lot du marché	Tout type de travaux en hauteur	Utilisation d'une PIRL ou d'un moyen équivalent	Utilisation d'une PIRL ou d'un moyen équivalent

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Modalités d'accès ou d'intervention sur site:

Pour accéder aux équipements sous fermeture du tunnel, le Titulaire devra remplir une DI (Demande d'Intervention) et l'envoyer au AGER(CEI) pour intervenir même lorsqu'il n'y a pas d'impact sur la sécurité et/ou le trafic. Lorsque le Titulaire intervient sur un équipement ou un secteur impactant les systèmes gérés par le PCTT, le Titulaire doit informer le PCTT et obtenir son aval pour cette intervention. Le Titulaire devra remplir une NIP auprès du PCTT. Le Titulaire devra mentionner la nature des travaux et leurs impacts sur les systèmes en exploitation.

Pour intervenir sur un équipement dans un local technique ou un PST, l'entreprise titulaire devra également transmettre une demande d'accès au PCTT

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Entrée du chantier Les personnels de chantier seront accueillis par l'exploitant avant la prise de poste dans le tunnel ou dans les locaux de la DiRIF	Possession de la carte BTP, Port des EPI Liste du personnel	Demande d'autorisation d'accès auprès de l'exploitant	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché
Environnement du chantier	Tout le chantier	Chantier dans les tunnels Intervention dans voiries de surface à l'extérieur	Mise en place du balisage. Mise en place de la signalétique Fermeture du tunnel	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché
Interférence avec activité du site	Accès aux tunnels Accès aux équipements dans les locaux de l'exploitant	Faire les demandes d'accès	Consignation électrique du réseau Fermeture du tunnel	MOE/ Le lot titulaire	MOE / Le lot titulaire

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

5.2 CANTONNEMENTS

Lors de la phase de préparation, l'entreprise titulaire en accord avec l'exploitant définira une organisation de chantier concernant la mise en place et l'utilisation d'installation de chantier.

La nature, la localisation et les modalités d'utilisation de ces installations seront précisées dans le PPSPS.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires		Selon PIC		Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché
Réfectoire		Selon PIC		Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché
Sanitaires		Selon PIC		Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché	Entreprise titulaire du marché

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Coordonnateur S.P.S. avise l'entreprise de la défaillance ou de la non-application d'une mesure. En cas de non respect de la demande du CSPS, celui-ci avise le Maître d'Ouvrage.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Sans objet.

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Numéro d'appel en cas d'urgence

Sapeur Pompiers - Tél: 18

SAMU - Tél: 15

Police - Tél : 17

Général - Tél: 112

Coordonnées du PCTT:

Coordonnées AGER/CEI

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Téléphone portable par entreprise sur site			Toutes les entreprises
Liaison avec les secours	PCTT	Appliquer les procédures existantes		Entreprise titulaire du marché
Point de rencontre	A définir dans le PIC			Entreprise titulaire du marché
Secouriste	Selon les dispositions du code du travail.			Entreprise titulaire du marché
Trousse de secours	A proximité des postes de travail			Entreprise titulaire du marché
Extincteur chantier	A chaque poste	Travaux par point chaud		Entreprise titulaire du marché

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Sur les zones de fermeture des ouvrages, l'entreprise titulaire devra pour sa propre sécurité :

- Assurer un balisage léger pour chacune de ses interventions et veiller à ce que l'ensemble des véhicules sur site soient équipés de dispositifs de signalisation opérationnels (gyrophares, bandes réfléchissantes, rampe lumineuse).

Pour chaque tunnel et pour chacun des éléments de signalisation l'entreprise titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve :

- des panneaux de signalisation travaux avec feux flashes ;
- des cônes de signalisation ;
- des clignotants lumineux autonomes à LED pouvant être posés au sol pour signaler une zone de travail ;
- Veiller à ce que les vitesses limites de déplacement de ses véhicules à l'intérieur des fermetures et dans les zones de travaux allouées soient restreintes à une valeur maximum de 35 km/h

- Veiller à ce que son personnel intervenant ou celui de ses sous traitants soient tous sans exception équipés d'EPI (casques, chaussures de sécurité, gilets réfléchissants, gants, bouchons d'oreille, harnais de sécurité pour les travaux en hauteur)
- Veiller à ce que les responsables du chantier soient détenteurs d'une autorisation de circulation et d'intervention sur la zone d'intervention pour l'ensemble des salariés sous leur responsabilité et désignent les quantités et natures d'engins de chantier
- Veiller à ce qu'aucun véhicule ou personnel ne reste sur le site en dehors des heures de fermeture et respectent les consignes de sécurité délivrées par les responsables d'intervention en patrouille,
- Respectent scrupuleusement les autorisations de pénétration et d'évacuation sur les zones de chantier délivrées par les Responsables d'Intervention (RI) du Centre d'exploitation ; la situation d'une pénétration d'un véhicule de chantier sur la zone de travaux par une bretelle
- ou un accès distinct de celui désigné par le RI ou en avance par rapport à l'autorisation délivrée par le RI est totalement proscrite.

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Le travail isolé est interdit.

Mettre les moyens pour qu'aucun salarié ne travaille isolement à une zone où il ne peut être secouru à bref délai en cas d'accident ou de malaise.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPA (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPA avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPA du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPA.

ANNEXES

MODERNISATION DU RESEAU D'APPEL URGENCE

79b avenue du Maréchal De Lattre de Tassigny
94002 CRETEIL

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: CRETEIL
RUE :79b avenue du Maréchal De Lattre de Tassigny

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 01.41.38.31.00 .